



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

14-05-2017

Comité National du

13-05-2017,

Rapport introductif

Cher(e) Camarades,

Le deuxième tour de l'élection présidentielle a eu lieu il y a un peu moins d'une semaine, les multinationales capitalistes ont fait élire leur candidat. Avec E. Macron à leur service elles veulent pouvoir pousser plus loin et plus fort leurs objectifs. L'élection de Macron montre la capacité de la bourgeoisie à trouver un remplaçant pour appliquer sa politique : Sarkozy usé, Hollande le remplace, Hollande discrédité, Macron assure la relève...

E. Macron, un banquier d'affaires lancé et soutenu par les médias, par les patrons du CAC 40, par Drahi, Gattaz, Bernard Arnault, Bolloré, par des patrons de PME et de start-up, a été élu avec 66,10% des "suffrages exprimés" [20 753 798 de bulletins, rappel au 1er tour 8,6 millions, 24%]

Plusieurs traits marquants caractérisent cette élection.

* Pour la première fois de toute l'histoire de la 5ème République, les candidats des deux partis qui alternativement gouvernaient la France, la droite et le PS, ont été éliminés dès le 1er tour.

* Pour la première fois depuis 1969, l'**abstention** au second tour a été supérieure à celle du 1er : 25,44% (plus de 12 millions) contre 22,23% (10,6 millions). Les **abstentions** ont été élevées chez les jeunes, 30% chez les jeunes de 18-35 ans, 29% pour les 18-25 ans et dans les catégories populaires : 35% pour les chômeurs, 34% pour ceux qui gagnent moins de 1250 € par mois, 30% pour les employés, 20% pour les ouvriers.

* Le vote **blanc** ou **nul** a atteint des chiffres records : **3 millions** de bulletins blancs (8,51%) et **1,5 millions** de bulletins nuls (2,96%). Plus de **4 millions** d'électeurs (11,5% de l'électorat) se sont déplacés pour dire qu'ils ne voulaient "**ni Macron, ni Le Pen**". Un sondage Ipsos-Steria montre que 51% de ceux qui ont voté blanc ou nul l'ont fait "parce qu'ils refusaient de choisir entre deux candidats qu'ils rejettent totalement".

Au total c'est plus de **16 millions** (37%) d'électeurs et d'électrices qui se sont abstenus ou ont voté blanc ou nul, chiffre supérieur au résultat du Front National.

* Le 23 avril le vote pour la candidate du **Front National** a connu une forte progression : 7,6 millions de voix au 1er tour, 10,5 millions au 2ème tour après le ralliement de Dupont-Aignan. C'est plus que J.-M Le Pen en 2002 (4,8 millions) et 1,2 millions voix de plus qu'en 2012. La politique menée depuis longtemps par les gouvernements successifs Droite ou PS et leurs alliés a aggravé de plus en plus la situation du peuple. C'est cela qui a nourri le développement du FN en particulier chez les plus touchés par cette politique.

Les résultats de l'élection confirment la montée du mécontentement, le rejet massif des politiques menées par les partis de Droite ou PS et ses alliés depuis 36 ans qui ont considérablement dégradé les conditions de vie du peuple

Mais ils confirment aussi, l'exigence d'un vrai changement. L'aspiration du peuple à faire une autre politique. L'emploi, les salaires, les retraites, la santé, l'enseignement... sont les questions de fond que se posent les électeurs. Aucun des candidats n'avait dans son programme cet objectif. Rien qui réponde aux préoccupations des électeurs. Rien qui concerne l'avenir de la France, la croissance, le développement industriel, l'Europe.

La disparition, depuis la défaite de l'union soviétique, d'un parti révolutionnaire en France capable d'établir un rapport de force en faveur des travailleurs pour lutter contre le capitalisme, et qui imposerait un changement réel de société, font que certains se tournent vers de fausses solutions.

Avec Macron, Le Pen, ils se jettent dans les bras des fidèles serviteurs du capitalisme. Mélenchon créateur d'illusions leur fait croire à un capitalisme humain qui partagera avec eux les richesses !!!

Nous l'avons dit à plusieurs reprises "tous ceux-là veulent changer pour que rien ne change".

Dans cette situation notre parti est le seul à répondre aux questions que les gens se posent. Le seul à démontrer clairement que la France, 5ème puissance économique mondiale, 2ème puissance de l'UE, a les moyens économiques, financiers, scientifiques, culturels pour développer une politique au service du peuple et de la nation. Le seul à démontrer que c'est le capitalisme qui régit notre société, que c'est son existence même qui est au centre de l'austérité imposée au peuple. Le seul à dire que l'opposition capital – travail est irréductible et que pour changer de politique il faut s'attaquer au capital. Le seul à expliquer clairement la condition incontournable pour disposer des moyens de faire cette autre politique. (*cf. les articles du site et du journal*)

Deux mots encore sur cette élection antidémocratique qui est faite pour éliminer tout candidat contre le système capitaliste, qui enferme le citoyen dans un système qui le dessaisit de tout pouvoir de décision. Nous avons présenté un candidat parce que nous menons toutes les batailles politiques et c'en est une. Nous avons appelé à un vote de lutte et édité un bulletin au nom de notre candidat, cette décision a été appréciée, des milliers de ces bulletins ont été mis dans l'urne dans tout le pays. La campagne que nous avons menée nous a permis non seulement d'avoir des conférences de presse et donc une expression plus large mais aussi de tenir des réunions publiques, de multiplier les diffusions de tracts dans les entreprises. Nous avons pu constater une fois de plus qu'il y a de la place pour les idées révolutionnaires que nous sommes les seuls à défendre. Des adhésions ont été faites. Nous devons jusqu'au 18 juin poursuivre dans cette direction en améliorant encore nos premiers résultats. C'est possible

Au lendemain de la Présidentielle

Macron élu, la politique du capital va s'accélérer, cette nouvelle alternance va conduire à une aggravation très rapide des conditions de vie du peuple.

Macron a tracé avec le MEDEF sa feuille de route pour les premiers mois de son quinquennat en procédant majoritairement par ordonnances :

- Réduction des dépenses publiques : 60 **milliards d'économie** sur le budget de l'Etat, dont 25 milliards sur la seule sphère sociale, 15 milliards sur l'assurance maladie, 10 milliards sur l'assurance chômage (suspension des allocations après le refus de deux offres d'emplois), suppression de 120 000 postes de fonctionnaires.
- Casse complet du code du travail : Priorité donné à "l'accord d'entreprise". Les 35h, les conditions de travail et les salaires seront négociés au niveau de chaque entreprise. Plafonnement des indemnités prud'homales "en cas de licenciement sans cause réelle et sérieuse". Sur ce dossier également, Emmanuel Macron entend légiférer par ordonnances. Fusion des institutions représentatives du personnel existantes (CE, délégués du personnel et CHSCT).
- Nouvelle réforme qui casse complètement le système des retraites et la fin des régimes spéciaux et mise en place d'un système universel des retraites
- Poursuite de la casse du service public hospitalier. La santé coûte très cher, les mesures : plafonnement à 50% de la tarification de l'activité des hôpitaux, élargir les groupements hospitaliers de territoire, "le but est d'éviter que tout le monde converge vers l'hôpital, source de coût"

Ce n'est qu'une petite partie du programme de Macron qui dans sa totalité n'appelle qu'une réponse : la lutte.

Lutte économique et sociale quotidienne contre les attaques du pouvoir et du capital. Lutte politique pour en finir avec ce système qui pille les ressources de la Nation, la lutte pour prendre aux capitalistes le pouvoir économique financier et politique qu'ils détiennent. C'est la condition indispensable pour changer fondamentalement de politique dans notre pays.

Quelle est la position actuelle des syndicats :

La CGT : La Commission exécutive réunie le 10 mai appelle solennellement Macron à renoncer à imposer de nouveaux reculs

sociaux par ordonnance ou par le 49.3. Elle se place dans une dynamique revendicative offensive pour agir contre tout projet régressif.

FO : J.C. Mailly dit qu'il ne veut pas des ordonnances sur les questions sociales. Comme Macron a eu 24% des voix au 1^{er} tour et qu'il est élu par défaut au 2^{ème} tour, il va lui demander s'il prévoit de modifier ses annonces !

La CFDT, fidèle à la collaboration de classe, offre tout de suite sa collaboration à Macron : *"Dans les cinq ans à venir, vous serez à la tête d'un pays qui devra faire face à d'immenses défis. Et, vous le savez bien, vous ne pourrez pas les affronter seul [...] Partagez le pouvoir ! Donnez de l'air à notre société!"*

Partout les multinationales sont aux commandes du monde capitaliste qui domine le monde entier. Elles possèdent les grands moyens de production, d'échange et d'information.

- Une dizaine de sociétés multinationales contrôlent 85% du commerce alimentaire mondial.

- Les 500 premières multinationales (tous secteurs confondus) contrôlent 53% du Produit Mondial Brut, c'est-à-dire de toutes les richesses produites chaque année dans le monde. Elles détiennent le pouvoir économique et financier donc le pouvoir politique.

En même temps, elles sont concurrentes pour conquérir les marchés, exploiter les matières premières, les ressources naturelles, pour produire là où c'est le plus rentable où les salaires sont les plus bas, pour dominer politiquement et militairement.

Aujourd'hui, la concurrence inter-impérialiste atteint un niveau tel, que le danger de guerre mondiale est accru.

Au centre des affrontements inter-impérialistes, le conflit du Moyen-Orient. - L'Irak, la Lybie, la Syrie- dont la cause est l'affrontement pour le repartage de la région, l'exploitation des ressources, la domination politique, militaire. La situation en Syrie s'est encore aggravée après l'envoi de missiles par les USA contre un Etat Souverain. Les USA veulent se réserver le droit majeur d'intervenir contre quiconque met en cause leurs intérêts mondiaux.

Les USA, l'Union Européenne, la France soutiennent Israël qui étend la colonisation, s'empare de nouveaux territoires palestiniens. Israël est le plus ferme représentant de leurs intérêts dans la région.

Les USA veulent maintenir leur hégémonie mondiale face à l'émergence d'impérialismes concurrents. L'Asie-Pacifique dominée par la Chine pourrait détrôner les Etats-Unis comme première puissance dès 2030, avec l'Inde et la Russie.

L'armée américaine fait des démonstrations de force en Asie du Nord-Est : porte avion envoyé au large de la côte coréenne, avions armés de missiles sur la base d'Okinawa au Japon, 37.000 soldats en Corée du Sud, avertissement lancé à la Corée du Nord par l'envoi de la bombe la plus puissante le 13 avril en Afghanistan. La Corée du Nord, petit pays de 25 millions d'habitants, est accusée de mettre en danger les USA. L'objectif de ces menaces contre la Corée du Nord est de faire pression sur la Chine.

Le 25 mai se tiendra à Bruxelles le sommet de l'OTAN. La France fait partie du commandement intégré. E. Macron participera à ce sommet, il engagera notre pays dans cette politique de guerre de l'OTAN dont le but est d'imposer la domination impérialiste, l'exploitation des peuples.

La paix du monde est en jeu. Nous dénonçons ces visées impérialistes et la complicité du pouvoir français.

Nous appelons à développer la lutte pour la Paix, pour le refus de la guerre impérialiste, pour le respect de l'indépendance de la souveraineté des nations. Nous luttons pour le désarmement dans le monde, pour la dissolution de l'OTAN et de tous les pactes militaires.

E. Macron va rencontrer A. Merkel. Cette Europe a été créée en 1946 par les dirigeants des pays capitalistes, pour coordonner les intérêts des entreprises capitalistes européennes, renforcer leurs moyens d'exploitation des peuples, des pays européens. Depuis 60 ans : les droits des salariés, les salaires, les retraites, les services publics sont attaqués, réduits... Le chômage, la pauvreté se sont développés.

Aujourd'hui, les multinationales capitalistes dirigent l'Europe, 113 d'entre elles sont dans les 500 premières mondiales. Les gouvernements ont mis en place au fur et à mesure des structures économiques au service exclusif des capitalistes.

Macron veut aller plus loin. Il veut accélérer l'organisation de l'Europe capitaliste, pousser l'intégration des nations et les moyens d'exploitation des peuples, la disparition à terme de la nation française.

Nous redisons NON à cette Europe capitaliste. Nous devons dénoncer cet objectif de Macron.

Nous sommes pour une coopération des pays européens qui impulse un véritable développement économique et social dans l'intérêt de leurs peuples, qui respecte l'indépendance des nations et la souveraineté des peuples. Une Europe qui instaure une politique de Paix.

Les 26 et 27 mai Macron participera au G7 – Réunion de chefs d'Etat des USA- Japon – Allemagne- France – Italie – Canada- Royaume Unie – qui se tiendra en Sicile.

Le G7 comme le G20 est un outil au service du capital mondial des pays les plus puissants dont le but est de maintenir la domination capitaliste dans le monde. C'est un instrument conçu pour mieux exploiter les peuples.

Le système capitaliste qui domine le monde « a fait en 2016- 54 millions de victimes de la faim et des maladies endémiques (la seconde guerre mondiale en a fait 57 millions en 6 ans), les oligarchies capitalistes accaparent les richesses de la planète et dictent leur loi aux Etats » écrit le Suisse Jean Ziegler, Vice- Président du Comité Consultatif du Conseil des droits de l'Homme à l'ONU.

L'opposition contre le capital est irréductible, Nous le voyons ici en France. Macron, l'homme de Rothschild et des multinationales, est là uniquement pour promouvoir leurs intérêts. Il veut adapter toute la société française à leurs exigences. La lutte anticapitaliste est au centre de notre combat

J'en arrive aux élections législatives des 11 et 18 juin

Nous savons que le mode de scrutin des élections législatives des 11 et 18 juin n'est pas un scrutin proportionnel. Pour pouvoir figurer au 2^{ème} tour un(e) candidat(e) doit avoir obtenu plus de 12,5% des voix au 1^{er} tour. 577 sièges de député (e) s'étant en jeu, la majorité absolue est de 289.

La dimension de ces élections revêt une grande importance politique. On voit déjà les manœuvres et les combinaisons qui se déroulent et qui vont se multiplier.

Le nouveau Président sera-t-il en mesure d'avoir cette majorité pour diriger seul ou devra-t-il s'allier, avec les Républicain, les socialistes, les écologistes, etc.

Le Front National arrivé en tête dans 45 circonscriptions à la Présidentielle vise 111 parlementaires élus.

Mélenchon et le PCF n'ont pas pu s'accorder. Mélenchon va avec son mouvement seul aux élections législatives.

Le PS est éclaté, la droite divisée, le PCF essaye de survivre, le FN est engagé dans des divergences internes.

Toutes ces recompositions en vue des législatives laissent les mains libres au capital.

Nous sommes les seuls à proposer une perspective de changement réel avec les moyens d'y parvenir. **Nos candidat(e) s aux élections législatives seront porteur de cette alternative.**

Nous sommes les seuls à pouvoir répondre à la question : comment sortir de la situation actuelle, comment changer de politique. Nous sommes les seuls à donner une perspective, la seule qui vaille car nous appelons à la lutte anticapitaliste qui est le seul moyen pour imposer des reculs au capital, pour le battre et imposer une politique de progrès économique et social. Si tout le monde ne nous entend pas aujourd'hui, loin de là, nous constatons aussi que quand nos analyses, nos solutions, notre combat sont connus, de nombreux travailleurs, des jeunes, les approuvent, des milliers d'entre eux s'y intéressent.

Nous constatons qu'il y a de la place pour les idées révolutionnaires de lutte de classe... Elles grandiront car le mécontentement restera après les élections, il s'élargira et s'exprimera de plus en plus à la rentrée.

Nous appelons à voter pour nos candidat(e) s pour mener le combat contre la politique de Macron et de son gouvernement, contre tous ceux, Républicains, FN, PS, qui sont au service du capital.

Nous avons une grande campagne à mener, qui réclame une mobilisation de tout les adhérents du parti et sympathisants. Nous devons développer notre présence dans les entreprises, faire des porte à porte, multiplier les réunion publiques, les conférences de presse, mais aussi discuter avec deux, trois, quatre personnes c'est indispensable pour convaincre, on n'a pas toujours besoin de grand'messe...

Ce doit être le travail de tout le parti, nous devons bien discuter dans les cellules, les réunir régulièrement. Chaque adhérent doit bien être

en possession de la politique du parti, de ses analyses de ses propositions. Le rôle du Comité National est important nous devons nous mobiliser, nous déplacer dans les cellules, les départements.

Depuis plusieurs années nous avons noué des liens avec les travailleurs dans de nombreuses entreprises. Nous côtoyons des salariés, des jeunes, des retraités qui nous font confiance et qui partagent tout ou partie de nos idées. C'est en discutant avec eux de leurs préoccupations que nous pouvons leur poser la question du renforcement de notre parti.

Pour la campagne électorale de nos candidat(e) s, les circulaires, les bulletins de vote, pour mener la campagne politique dans tous les départements nous avons besoins de centaines de milliers d'euros.

Il nous faut donc poser très fortement la question des moyens financiers à tous, adhérents, sympathisants, proches, collègues de travail. C'est uniquement grâce à leurs versements que nous pourrons financer l'ampleur de la campagne. Nous nous adressons aux travailleurs qui ne sont pas à l'aise financièrement. Nous recevons déjà des versements importants de leur part de 10, 20, 30 euros.

Mais pour faire face il est nécessaire d'établir la liste de ceux et celles à qui nous nous adressons. C'est une tâche essentielle pour tous les militants de notre parti.

Mettons à profit cette période électorale pour faire avancer nos idées et élargir notre travail de propagande, renforcer notre parti et développer une intense bataille financière.

Ce CN doit être l'occasion d'un large débat sur la situation politique, notre expression, notre activité sur la campagne des législatives.